

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télé. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

Le 21 avril 2021

PAR COURRIEL

John Graham
Président et chef de la direction
Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Monsieur Graham,

Nous vous écrivons au nom du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le plus important syndicat canadien qui compte 700 000 membres, parce que nous sommes préoccupés par les plans visant à privatiser l'entreprise de gestion des eaux et des eaux usées Companhia Estadual de Águas e Esgotos (CEDAE) à Rio de Janeiro au Brésil. Récemment, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (Office d'investissement du RPC) est devenu un investisseur majeur de Iguá Saneamento SA, une entreprise privée des eaux qui souhaite présenter une offre dans le cadre de la vente à l'encan visant à privatiser CEDAE, qui se tiendra le 30 avril 2021. Nous tenons à vous exprimer de façon urgente que cette proposition d'acquisition et de privatisation d'un des plus importants services publics d'approvisionnement en eau du Brésil est néfaste d'un point de vue social et risquée d'un point de vue économique, et nous demandons à l'Office d'investissement du RPC de se retirer immédiatement de ce processus.

D'après votre communiqué de presse daté du 22 mars 2021, l'Office d'investissement du RPC a acquis une participation de 45 % dans Iguá Saneamento SA, ce qui, en retour, renforcera son offre pour privatiser CEDAE. Les services de gestion des eaux et des eaux usées appartenant à des entreprises privées et gérés par de telles entreprises ont une réputation déplorable. Il est bien établi que la privatisation de l'eau entraîne une hausse en flèche des tarifs, un moins bon accès, une diminution de la qualité et des coupures dans les services et les emplois.

CEDAE est considéré comme un « joyau de la Couronne » en matière d'assainissement, et des contestations judiciaires ont été intentées pour empêcher sa vente. Selon les prévisions, 3500 travailleurs des services publics d'approvisionnement en eau perdront leur emploi si l'entreprise est privatisée. Alors que le nombre de morts causées par la COVID-19 augmente au Brésil et avec la crise de la santé publique qui y est associée, la pandémie ne devrait pas servir d'opportunité à des investisseurs pour s'approprier un bien public si précieux.

.../2

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

BENOÎT BOUCHARD, PAUL FAORO, FRED HAHN, JUDY HENLEY, SHERRY HILLIER
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Philip Alston, l'ex-rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de la personne, a condamné la privatisation comme étant « fondée sur des considérations fondamentalement différentes de celles qui sous-tendent le respect des droits de la personne telles que la dignité et l'égalité ». Il ajoutait que les « détenteurs de droits sont transformés en clients, et ceux qui sont pauvres, démunis ou en détresse sont marginalisés ou exclus ». Dans votre quête de ce que vous qualifiez de « bonne intégration à notre portefeuille diversifié d'infrastructures mondiales », nous vous demandons de tenir compte des conséquences dans le monde réel de vos décisions et des conséquences subséquentes sur les droits de la personne.

Le climat politique actuel rend tout investissement dans l'infrastructure publique du Brésil intrinsèquement risquée et nuisible pour votre réputation. Il y a une possibilité très réelle que l'infrastructure publique qui est liquidée pendant le mandat du gouvernement actuel soit ramenée sous contrôle public sous un autre gouvernement, exposant les investisseurs à des pertes.

Il existe des preuves abondantes qui contredisent les affirmations selon lesquelles les services de gestion des eaux et des eaux usées privatisés offrent un meilleur accès et un accès abordable aux communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. La liquidation de CEDAE serait une victoire pour le gouvernement Bolsonaro dont la réputation en matière de violation des droits et des besoins des communautés vulnérables est connue et condamnée à l'échelle internationale. Le soutien de l'Office d'investissement du RPC au programme de privatisation de Jair Bolsonaro légitimerait son mépris des besoins de la population.

Dans le cadre de son engagement visant à intégrer les « risques environnementaux, sociaux et de gouvernance » dans son programme d'investissement, l'Office d'investissement du RPC a reconnu que les « droits de la personne sont pertinents d'un point de vue d'investissement parce que les droits de la personne sont la clé pour la création de valeurs durables à long terme ». Nous croyons que la récente décision de l'Office de s'associer à Iguá Saneamento SA afin de soutenir la privatisation de CEDAE l'expose à une participation à des violations potentielles du droit à l'eau, un droit de la personne, ainsi qu'à des dommages économiques et réputationnels. Nous exhortons l'Office à retirer immédiatement son soutien à l'offre qui sera présentée dans le cadre de la vente à l'encan de l'entreprise CEDAE et à retirer son investissement dans Iguá Saneamento SA dès que possible.

Veuillez agréer, Monsieur Graham, nos salutations distinguées.

Le président national,

MARK HANCOCK

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:ss/sepb491

cc: Neil Beaumont, directeur général principal et chef des finances et de la gestion des risques
Edwin D. Cass, directeur général principal et chef des placements
Michel Leduc, directeur général principal et chef mondial, Relations publiques et communications
Deborah K. Orida, directrice générale principale et chef mondiale, Placements en actifs réels
Geoffrey Rubin, directeur général principal et stratège en chef des placements
Patrice Walch-Watson, directrice générale principale et avocate-conseil et secrétaire générale
Internationale des services publics (ISP)
Congrès du travail du Canada (CTC)